

« On a besoin de dispositifs simples »

C'est une véritable partition à deux voix qui s'est déroulée le 15 juin au siège de l'UDI sur le thème de la fiscalité avec Jean Arthuis (*député européen, ancien ministre de l'Economie et des Finances, ancien président de la Commission Finances du Sénat*) et Louis Giscard d'Estaing (*président du club de réflexion Les Idées.fr, ancien vice-président de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale*), tant les deux hommes sont proches sur ce sujet, s'entendent bien et se tutoient. On y a découvert un Jean Arthuis, qui n'a pas oublié son passé d'expert-comptable/commissaire aux comptes, détendu et plein d'humour même si le sujet ne s'y prêtait guère a priori...

Louis Giscard d'Estaing a rappelé les axes de son club de réflexion baptisé les IDées.fr (*avec deux majuscules comme Indépendants et Démocrates*) et, après avoir rendu hommage à Jacques Barrot et à ses valeurs morales, présenté cette 19^{ème} réunion. La précédente traitait de la réforme territoriale (qui ne générera aucune économie avec son accroissement des élus)... Il fit un bref rappel nostalgique de l'UDF de son père et une allusion à son histoire, avec un vif regret de son éclatement... Côté taxes, JA et LGE avaient obtenu ensemble une baisse de la tva dans la filière équine il y a quelques années et ils restent tous deux favorables à la tva sociale...

« *Le pouvoir éloigne de la réalité et il est aujourd'hui aux mains de metteurs en scène, notamment entre 7h30 et 9h du matin* », constate JA, pour qui un vrai travail de réflexion est fondamental. « *Le travail parlementaire ressemble à celui d'un ouvrier de l'automobile armé d'un morceau de fer et d'une lampe à souder ... Il faut ouvrir quelques voies dans **un monde archaïque** où l'on a renoncé à toute pédagogie élémentaire* ». Le problème aujourd'hui est « **comment échapper à l'apocalypse** » (pays développés en stagnation séculaire, créances sans espoir de recouvrement, Europe en panne sauf exception depuis les années 2000, etc). « *Certains ont compris ce qu'ils pouvaient tirer de nos difficultés dans la globalisation* » (Les indignés, Syriza,...). On défend les consommateurs car ils sont tous des citoyens mais on prend le risque d'organiser la désindustrialisation et de plomber les facteurs de compétitivité. Face au développement du digital, notre mode de régulation est-il compatible ? La loi sur les 35h n'a toujours pas été modifiée. **On crée des niches fiscales ou sociales et l'on introduit chaque fois de la complexité et de l'illisibilité...** JA avait vainement défendu un projet d'intéressement et de participation des salariés assorti de conditions fiscales intéressantes. « *Nous avons des règles extraordinaires sur le travail* ». En ce qui concerne la pénibilité, JA préconise que la compensation soit le salaire et non la retraite. « *Tout ceci favorise la délocalisation des services et de l'industrie* ». En 93 on aurait pu conseiller aux entreprises de s'installer au Maroc... Maire en Mayenne JA se battait déjà pour développer les emplois locaux. « *Aujourd'hui, après avoir vu Bangalore, on comprend que rien ne peut empêcher la délocalisation* »... La croissance s'est essoufflée dans les pays endettés face à ceux qui font des excédents et à la puissance des fonds souverains. Le transfert des pouvoirs s'accélère. « **Nous sommes à la veille d'un choc** ». Les prélèvements obligatoires, basés sur les salaires, s'alourdissent. Penser qu'il faut un rééquilibrage des impôts

entre les entreprises et les ménages est un sophisme : **tout se répercute de toutes façons sur les ménages... L'impôt est toujours payé par les citoyens !** Les taxes sont répercutées dans les PR. Le Danemark a obtenu un consensus pour détruire les cotisations sociales et augmenter en contrepartie la tva. Les Allemands ont relevé leur tva de 3 points. **En France la tva sociale est un sujet tabou...** On toucherait les revenus modestes en augmentant la tva mais **qu'y-a-t-il plus injuste que le chômage ?** Il y a urgence à gommer les impôts qui alourdissent les entreprises. Si les salaires ne sont plus l'assiette des prélèvements sociaux, 50 milliards pourraient être pris en charge différemment. La règle des 35h est à supprimer dans la fonction publique d'abord et cela ferait économiser 25 milliards. **« La recherche de l'innovation doit s'appliquer aussi dans le domaine public ! Hirsch a essayé dans les hôpitaux mais dès que l'un fait une avancée, il se fait flinguer. On est à la limite de l'indignité... ».** **Les vraies réformes sont chères au début et lentes à amener des bienfaits** (cf Schröder en RFA).

Si l'on n'était pas dans la zone Euro on serait plus attentifs aux déficits publics : cela nous coûterait trop cher... On a fait n'importe quoi pendant dix ans. Compte tenu des conditions d'introduction de la Grèce on aurait dû la surveiller. Mais cela faisait fonctionner nos entreprises... Compte tenu de notre endettement, il nous faut des ressources de substitution. **« Je préconise l'augmentation de la tva et un allègement pour les entreprises qui font des investissements de production ».** La « tva sociale » est un terme incompris et il est utilisé à contresens. Arrêtons les niches fiscales pour les entreprises. Chacun en Europe joue sa propre partition. Google ne paie pas d'impôts en Europe : tout transite par les Pays-Bas vers Google Bermudes... Pour Juncker, c'est légal. **Les transnationaux échappent ainsi aux impôts et seuls les locaux paient ! C'est l'implosion programmée ! L'Europe souffre d'un manque de gouvernance et de politiques convergentes.**

Les niches fiscales françaises sont nées de la lourdeur de nos impôts et font le bonheur des CGP... C'est un gâchis d'intelligence, un système qui fausse tout... **Nous avons besoin d'une fiscalité simple, prévisible.** Les seuils dans les entreprises sont critiquables, pernicious. **On a besoin de dispositifs simples.** Tout cela fait offense au pacte républicain. La seule voie est d'alléger les impôts qui nuisent à la production et donner de la visibilité. Investir pour l'avenir suppose une perspective stabilisée. On a aujourd'hui des facilités de liquidités mais elles ne s'investissent pas (on en arrive à prêter jusqu'à des taux négatifs !). A l'intérieur de L'Europe un entrepreneur est confronté à 28 réglementations différentes. Il faut créer de la confiance en zone euro. Le problème grec risque de se terminer comme en Argentine où on paie avec des assignats... **Il faut un vrai gouvernement de la Zone Euro, avec un taux unique d'imposition (sociétés et particuliers).** Il nous faudra abandonner toute une partie de notre législation.

LGE confirme : il faut sortir des 35h en procédant par étapes, revenant vers 37 puis 38h, pour compenser notamment en partie les baisses de dotations des entreprises publiques. La revalorisation des salaires des fonctionnaires catégorie C (le plus bas) est « *coupable* » pour JA. Comme la suppression de la journée de carence qui a fait immédiatement remonter l'absentéisme. **Les régimes de retraite doivent devenir convergents sur les bases de calcul entre public et privé.** *« Pourquoi ne pas fusionner les services sociaux et les CAF ? Le RSA est géré par les services sociaux et payé par la CAF... sans aligner par le haut comme ce fut le cas quand l'Unedic et*

l'Anpe ont fusionné, ce qui a entraîné des surcoûts ». A Lyon Gérard Collomb se bat pour que les alignements de salaires dans l'intercommunalité se fassent dans les moyennes et éviter un surcoût de 20 ME dans sa Métropole. JA fait remarquer que 50% des Français ne paient pas la taxe d'habitation. 25% paient pour les autres... La réforme de la taxe professionnelle génère beaucoup de papier...

On a senti une totale convergence des deux conférenciers sur tous ces sujets et bien d'autres comme la **nécessité de légiférer sur la non-rétroactivité fiscale** défendue par LGE (*on se souvient de la taxation des assurances-vie il y a quelques années et on peut craindre pour celle des donations*) ou le CICE, « *petit monstre de complexité et de turpitude fiscale* » pour JA, qui s'est écrié plusieurs fois dans la soirée « on est fous ! ». Il y a une « *créativité coupable* » dans la sphère publique... Or les citoyens aiment la transparence. Pour LGE, avec les 35h, financés par la dette, on continue à creuser le déficit et à enfermer les salaires dans un tunnel de bas étage. Les hauts salaires, eux, sont souvent payés au Luxembourg... Avec la retenue à la source, JA pense que la CSG deviendra vite proportionnelle... Toutes ces modifications sont contraignantes pour les entreprises et imposent des changements de logiciels incessants... LGE a dénoncé l'ISF qui double l'impôt. Les E.U. se contentent de trois taux d'IR. Aux Pays-Bas, en guise d'ISF, on inclut dans l'IR 3 à 4% de revenus théoriques des actifs. « *Osons dire que l'ISF n'a pas de sens* » dit JA. Nos voisins vont continuer à voir affluer les Français. Pour JA, **la globalisation va nous obliger à créer une gouvernance européenne**. A une question dans la salle concernant le détachement des salariés en Europe, dont les charges restent locales, JA a opposé son réalisme : le détachement va être international et inéluctable. En ce qui concerne l'imposition de la finance, « *attention de ne pas devenir faibles* ». Pour JA, la guerre est déjà perdue.

L'important reste de **mettre l'épargne au service de la production**. Les pme rentables trouvent des financements. Le vrai problème d'une entreprise, c'est sa rentabilité... Il faut réconcilier consommation et production. La grande distribution favorise les délocalisations.

Hors fiscalité, le débat s'engagea sur l'emploi des jeunes. Très favorable au développement de l'apprentissage et d'un apprentissage européen, JA a préconisé de le coupler avec Erasmus et d'harmoniser les formations dans l'UE. La réparation automobile ne connaît pas de frontières et peut s'apprendre partout... Dernier credo avant un départ rapide de JA : « *L'Europe vit un drame : elle n'est pas gouvernée. Les souverainetés nationales sont illusoire. Cette impuissance de l'Union est intolérable. La seule issue, c'est plus d'Europe. Il est indispensable de faire converger nos législations* ».